

0297

BT

CONFERENCE NATIONALE SOUVERAINE
COMMISSION DE L'ORDRE DU JOUR



ANNEXES I

KASONGO POK UNBIT L.A

REPUBLIQUE DU ZAIRE
CONFERENCE NATIONALE SOUVERAINE
COMMISSION DE L'ORDRE DU JOUR

SYNTHESE GLOBALE DES DECLARATIONS DE POLITIQUE GENERALE COMPORTANT
LES THEMES ET LES SOUS-THEMES A PROPOSER A LA PLENIERE A TITRE DE
L'ORDRE DU JOUR

De 192 déclarations présentées de jeudi 7 mai à lundi 1^{er} juin 1992, la Commission a dégagé les thèmes et les sous-thèmes ci-après :

I.- QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES :

Thèmes principaux	Fréquences	Sous-thèmes	Fréquences
1. SORT DES INSTITUTIONS DE LA DEUXIEME REPUB- LIQUE	38	1. Dissolution 2. Maintien 3. Suspension	
2. TRANSITION		1. Charte fondamentale ou Acte de transition. 2. Organes : a) Haut Conseil de la République ou Conseil Supérieur de la République b) Président de la République c) Gouvernement issu de la C.N.S. d) Collège Exécutif Régional	

I. QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES

Thèmes principaux	Fréquences	Sous-thèmes	Fréquences
3. PROJET DE CONSTITUTION	487	3. Profil des gestionnaires de la transition 4. Mode et époque de la désignation du Premier Ministre a) Après les déclarations de politique générale b) Après le déballage c) A la fin des assises 5. Durée de la transition a) 12 à 15 mois b) 16 à 18 mois c) 19 à 24 mois 6. Changement des symboles nationaux a) Nom du pays b) Drapeau c) Hymne national d) Devise 7. Statut de la Banque du Zaïre a) de son autonomie b) de l'élection de son gouverneur.	
		1. Forme de l'Etat a) Fédéralisme : - à application immédiate - à application différée	

.../...

h.7

I. QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES

Thèmes principaux	Fréquences	Sous-thèmes	Fréquences
		<ul style="list-style-type: none"> b) Unitarisme avec forte décentralisation c) Confédération d'Etats ☒ d) Régionalisme constitutionnel e) Autonomie interne des provinces f) Démembrement à 4 ou 6 états souverains. 	
		2. Régime politique <ul style="list-style-type: none"> a) Présidentiel b) Semi-présidentiel c) Parlementaire d) Parlement : - bicaméral - monocaméral 	
		3. Mandat présidentiel <ul style="list-style-type: none"> a) 4 ans renouvelable une fois b) 5 ans renouvelable une fois ou non renouvelable immédiatement c) 6 ans renouvelable une fois d) 7 ans non renouvelable. 	

I. QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES

Thèmes principaux	Fréquences	Sous-thèmes	Fréquences
		<p>4. Emplacement de la capitale</p> <p>a) déplacement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vers le centre - à Kananga - à Kisangani <p>b) Maintiën</p> <p>5. Eclatement de la Cour Suprême de Justice en :</p> <p>a) Cour Constitutionnelle</p> <p>b) Cour de Cassation</p> <p>c) Conseil d'Etat</p> <p>6. Découpage territorial</p> <p>a) en 21 provinces suivant la constitution de Luluabourg + Kinshasa</p> <p>b) en 18 provinces</p> <p>7. - Déclaration de patrimoine des détenteurs de mandat public</p> <p>- Des émoluments du Président de la République et de la déclaration de ses biens mobiliers et immobiliers, avant et après le mandat</p> <p>8. Mission des Forces armées</p>	

I. QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES

Thèmes principaux	Fréquences	Sous-thèmes	Fréque
		<p>9. Séparation et indépendance de 3 pouvoirs traditionnels (législatif, exécutif et judiciaire)</p> <p>a) indépendance de la magistrature</p> <p>b) droits et libertés du citoyen</p> <ul style="list-style-type: none"> - Charte des droits et libertés - Création d'un organisme public chargé de la défense des droits de l'homme. 	

II. QUESTIONS POLITIQUES ET ADMINISTRATIVES.

Thèmes principaux	Fréquences	Sous-thèmes	Fréquences
4. POLITIQUE INTERIEURE	97	<ol style="list-style-type: none"> 1. Dissolution du Parlement 2. Dissolution de tous les organes délibérants 3. Dissolution de l'ordre des Compagnons de la Révolution 4. Liquidation du M.P.R., ex-Parti-Etat <i>et partage du Patrimoine</i> 5. Destitution du Chef de l'Etat de toutes ses fonctions 6. Poursuite et emprisonnement du Chef de l'Etat 7. Maintien du Chef de l'Etat comme symbole de la nation qui règne mais ne gouverne pas. 8. Confession et repentance "des bourreaux" du peuple avant la réconciliation. 9. Exclusion temporaire de tous les mauvais gestionnaires de la scène politique 10. Conception de profil du 1er Ministre de transition : <ul style="list-style-type: none"> - nationaliste - "populaire" - crédible à l'intérieur et à l'extérieur 11. Profil des gestionnaires de la transition et de la troisième République : <ul style="list-style-type: none"> - compétence - nationalisme - patriotisme 	

II. QUESTIONS POLITIQUES ET ADMINISTRATIVES.

Thèmes principaux	Fréquences	Sous-thèmes	Fréquences
		<ul style="list-style-type: none"> - crédibilité - honorabilité - honnêteté - sens de l'honneur 	
		12. Nomination de hauts responsables de la République à ratifier par le Parlement, Chambres réunies.	
		13. Nom du pays : <ul style="list-style-type: none"> - République Fédérale du Congo - République Fédérale du Zaïre - Zaïre unitaire - République du Lualaba. 	
		14. Retour à l'ancien hymne	
		15. Erection de 3 monuments en mémoire : <ul style="list-style-type: none"> - des martyrs de l'Indépendance - des étudiants des Universités et des Instituts Supérieurs tombés pour la cause de la liberté et de la démocratie. 	
		16. Proclamation de la journée du 16 février "Journée des Martyrs de la Démocratie"	
		17. Débaptisation des avenues et autres lieux publics	
		18. Réhabilitation des monuments coloniaux	
		19. Libération des détenus politiques	
		20. Réhabilitation de l'Ecole Nationale de Droit et d'Administration.	

.../...

[Signature]

II. QUESTIONS POLITIQUES ET ADMINISTRATIVES

Thèmes principaux	Fréquences	Sous-thèmes	Fréquences
5. POLITIQUE EXTERIEURE	50	<ol style="list-style-type: none">1. Redynamisation, restructuration et transparence de notre diplomatie.2. Respect des accords conclus.3. Révision des contrats et accords léonins.4. Respect des critères de recrutement, des nomination et de promotion de nos diplomates.	
6. ADMINISTRATION PUBLIQUE	88	<ol style="list-style-type: none">1. Réorganisation et restructuration de l'Administration Publique et de la territoriale.2. Dépolitisation de l'administration et de la territoriale.3. Réhabilitation de tous les fonctionnaires et d'autres travailleurs suspendus ou révoqués pour leur soutien à la C.N.S.4. Réhabilitation du Conseil Supérieur Syndical.5. Adoption d'un barème salarial unique pour tous les agents de l'Etat.6. Poursuite du découpage territorial. x7. Modernisation des entités coutumiers s.8. Suppression des collectivités et des chefferies.9. Renforcement de l'autorité traditionnelle.	

III. QUESTIONS JUDICIAIRES

- 9 -

Thèmes principaux	Fréquences	Sous-thèmes	Fréquences
7. INDEPENDANCE DU POUVOIR JUDICIAIRE		<ol style="list-style-type: none"> 1. Indépendance du Pouvoir judiciaire vis-à-vis du pouvoir exécutif et du pouvoir législatif. 2. Insertion dans la Constitution du principe d'inamovibilité du juge. 	
8. VIOLATION DES DROITS ET DES LIBERTES FONDAMENTALES.		<ol style="list-style-type: none"> 1. Droit pour les citoyens de traduire les dirigeants devant les juridictions en cas d'abus ou excès de pouvoir. x 2. Respect de la loi et de l'égalité de tous devant elle. 3. Abus et excès du pouvoir : <ul style="list-style-type: none"> - arrestations et détentions arbitraires - corruption, concussion, vol, viol, pillage, détournement des fonds publics, spoliation. 4. Respect des droits économiques, des droits de la défense. * 5. Désobéissance civique aux lois injustes 6. Responsabilités collectives et individuelles. 7. Création d'un organigramme public chargé de la protection et de la défense des droits de l'homme. 9. - <i>Respect de l'autorité de la chose jugée</i> 	
9. ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DU POUVOIR JUDICIAIRE.		<ol style="list-style-type: none"> 1. Statut des Magistrats pour la stabilité de leur carrière et les meilleures conditions de travail 	

.../...

u/h.

III. QUESTIONS JUDICIAIRES

Thèmes principaux	Fréquences	Sous-thèmes	Fréquences
		<ul style="list-style-type: none"> 2. Doter la magistrature d'un budget propre et conséquent. 3. Gestion par les responsables judiciaires du personnel de l'ordre judiciaire et officiers de police judiciaires des Parquets (greffiers, Secrétaires des Parquets et Officiers de police judiciaire) 4. Création de l'Ecole de la Magistrature et celle du Personnel de l'ordre judiciaire 5. Situation sociale des Magistrats ^{civils} et des militaires. 6. Justice militaire <ul style="list-style-type: none"> a) amélioration des conditions de travail (soldes conséquentes, aménagement des bâtiments et des casernes, discipline). b) indépendance de la justice vis-à-vis des commandants d'unités de siège. c) indépendance du siège vis-à-vis de l'auditorat. 7. Rôle du Conseil Supérieur de la Magistrature. 8. Organisation professionnelle et syndicale des magistrats. 9. Cour Suprême de Justice <ul style="list-style-type: none"> a) maintien dans sa structure actuelle et renforcement de son rôle. 	

III. QUESTIONS JUDICIAIRES

Thèmes principaux	Fréquences	Sous-thèmes	Fréquences
		b) éclatement en trois cours distinctes <ul style="list-style-type: none"> - cour de cassation - cour constitutionnelle - conseil d'Etat 10. Mise en place des tribunaux de paix. 11. Suppression des tribunaux de paix et leur remplacement par les tribunaux coutumiers. 12. Election du Premier Président de la C.S.J. et du Procureur Général par leurs pairs. 13. Représentation en justice, par les avocats, les défenseurs judiciaires à tous les niveaux de la procédure et d'instruction.	
10. TRANSITION		14. Revision de la Loi sur le barreau Election du Premier Président de la Cour Suprême de Justice et le Procureur Général de la République par la C.N.S.	9
11. PROCES A INITIER		- Poursuites judiciaires contre les mauvais gestionnaires de l'Etat y compris le Chef de l'Etat et le Premier Ministre ainsi que ceux qui ont violé les droits fondamentaux du citoyen. - Procès en cours ou déjà jugés où il y a eu non exécution ou mauvais jugement <i>mal jugé</i>	

2/17

III. QUESTIONS JUDICIAIRES

Thèmes principaux	Fréquences	Sous-thèmes	Fréquences
12. ASSOCIATIONS ET CULTES 13. REVISION DES LOIS		<ul style="list-style-type: none"> - Révision des procès politiques sous les régimes précédents et sous la colonisation (cas du procès du Prophète KIMBANGU) Harmonisation des textes sur les ASBL. 1. Code Pénal : <ul style="list-style-type: none"> - Révision de l'âge de puberté de la jeune fille fixée à 14 ans - Majorité civile à 21 ans. - Abolition de la peine de mort - Sanctions pénales en cas de violation des textes sur l'environnement et possibilité de citer directement devant les tribunaux les auteurs de ces violations. - Egalité de la repression contre le mari adultère. ? 2. Code de la famille : <ul style="list-style-type: none"> - Sur l'âge de la fille impubère (cfr supra) 3. Code de l'organisation et de la compétence judiciaires : <ul style="list-style-type: none"> - Elargissement jusqu'au niveau des tribunaux de paix de la compétence d'annulation des actes et décisions des autorités administratives locales (collectivités) 4. Autres textes à réviser ou à élaborer : <ul style="list-style-type: none"> - loi sur le code du travail. 	

III. QUESTIONS JUDICIAIRES

Thèmes principaux	Fréquences	Sous-thèmes	Fréquences
		<ul style="list-style-type: none"> - loi sur l'environnement - loi sur la protection des pygmées - loi sur la protection des malades mentaux et des handicapés - en matière foncière : suppression des textes ayant entraîné la spoliation des biens d'autrui notamment la loi n° 76-016 du 11.06.1976. // - loi sur la protection de la jeunesse - loi foncière en faveur des ayants-droits, des terres coutumières - loi sur la protection des oeuvres de l'esprit. 	
14. AUTRES PROBLEMES A CARACTERE JUDICIAIRE SOULEVES PAR LES INTERVENANTS		<p>5. Code de justice militaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Représentation des défenseurs judiciaires - Indépendance du siège militaire vis-à-vis du Parquet militaire - Intégration de la justice militaire à la justice civile - Indépendance du juge militaire vis-à-vis du Ministère Public. <p>1. Exécution effective de la mesure de grâce et d'amnistie pour les personnes condamnées dans le procès du "Coup d'Etat monté" en 1975. <i>et manque</i></p> <p>2. Prorogation de la Prescription en matière pénale pour les auteurs présumés des assassinats sous les régimes politiques précédents et déchéance des droits civiques</p> <p>3. Saisie conservatoire des biens des auteurs de pillage des richesses du pays.</p>	

III: QUESTIONS JUDICIAIRES.

Thèmes principaux	Fréquences	Sous-thèmes	Fréquences
15 . SYSTEME PENITENTIAIRE		<p>4. Restitution des biens saisis, confisqués et vendus irrégulièrement.</p> <p>5. Mise en place effective des Tribunaux de Paix.</p> <p>6. Application effective en cas de poursuite judiciaire du principe selon lequel la liberté est le principe, la détention, l'exception</p> <p>7. Octroi du privilège de juridiction aux journalistes en cas de poursuites judiciaires.</p> <p>8. Mesure de grâce et d'amnistie pour les personnes poursuivies pour des infractions à caractère politique.</p> <p>9. Suppression des cellules des prisons militaires pour les détenus politiques et leur transformation en musée d'histoire des violations des droits de l'homme.</p> <p>1. Réorganisation des services pénitentiaires en vue:</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une productivité et d'une rentabilité - d'amendement du délinquant pour son insertion dans la société. <p>2. Humanisation de la justice: récupération du délinquant</p> <p>3. Amélioration des conditions de détention</p> <p>4. Suppression des maisons de détention non réglementaires.</p>	

IV. QUESTIONS DE DEFENSE ET SECURITE

Thèmes principaux	Fréquences	Sous-thèmes	Fréquences
<u>A. DEFENSE NATIONALE</u> <u>ET SECURITE</u> 16. Rôle de l'Armée	43	<ol style="list-style-type: none">1. Redéfinition de sa mission en matière de protection.2. Utilisation optimale de l'armée pour des actions de développement communautaire.3. Respect du principe de neutralité internationale :<ul style="list-style-type: none">- interdiction de cession territoriale à des fins militaires;- interdiction de transit d'armes de guerre sur le territoire national.4. Loi interdisant tout recours à une force étrangère.5. Loi uniformisant l'instruction militaire par la coopération.6. Accord préalable du Parlement dans toute intervention extérieure de l'armée, quelle que soit la forme de l'Etat.7. Maintien du caractère national de l'armée, quelle que soit la forme de l'Etat.8. Mettre l'accent sur le caractère apolitique de l'armée et sur l'éthique du militaire.	

IV. DEFENSE ET SECURITE

Thèmes principaux	Fréquences	Sous-thèmes	Fréquences
17. <u>ORGANISATION DE L'ARMEE</u>	41	<p>a) <u>Au cours de la Conférence Nationale Souveraine</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Acte déclarant l'apolitisme de l'Armée 2. Création d'une Commission chargée de la réhabilitation des militaires écartés ou démobilisés suivant des critères non objectifs. <p>b) <u>Pendant la transition</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Placement des Forces de l'Ordre sous la responsabilité du Premier Ministre. 2. Création d'une Commission chargée de réformes de l'Armée (mission, dépolitisation, détribalisation, discipline...). 3. Distinction entre services de sécurité et services de sûreté. 4. Intégration du SARM, DSP, FIS dans l'armée et suppression de la Garde Civile. 5. Convocation des Etats Généraux de l'Armée. 6. Restitution des biens indûment saisis ou détournés par les militaires. 7. Loi réglementant la protection des individus par les Forces de l'ordre. 8. Réorganisation de la Garde présidentielle en vue de réduire les effectifs et d'assurer la rotation hebdomadaire des unités. 	

IV. DEFENSE ET SECURITE

Thèmes principaux	Fréquences	Sous-thèmes	Fréquences
		<p>c) <u>Dans la troisième République</u></p> <p>1. <u>Instruments juridiques</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Révision de la loi organique et des règlements - Nécessité d'une législation sur l'Armée - Vote des lois portant sur : <ul style="list-style-type: none"> a) le statut des officiers et sous-officiers b) le statut du soldat (militaire) c) révision du Code de Justice Militaire. - De la Magistrature militaire : <ul style="list-style-type: none"> - nécessité de distinguer les juridictions répressives civiles des juridictions militaires - maintien de la discipline au sein des forces armées par l'action dissuasive de la Justice militaire - équipement de la justice militaire pour la rendre efficace et mobile - amélioration des conditions du magistrat militaire - tenir compte du double statut des magistrats militaires pour les avantages et leur promotion - renforcement des effectifs des magistrats et du personnel judiciaire. 	

IV. DEFENSE ET SECURITE

Thèmes principaux	Fréquences	Sous-thèmes	Fréquences
		<p>2. <u>Restructuration</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Unification des Forces Armées et leur rattachement à l'autorité du Gouvernement - Constitution d'une Police nationale avec des éléments provenant de la Garde Civile et de la Gendarmerie - Recrutement et promotion sur la base des critères objectifs de mérites et des dispositions légales - Révision du statut du militaire et instauration du service civique obligatoire . - Mise sur pied d'un Etat-Major unique interarmes - Commandement rotatif par région pour 3 ans - Elevation du niveau d'études minimum requis pour le recrutement - Utilisation rationnelle des cadres - Suppression du droit d'élection et d'éligibilité du militaire. <p>3. <u>Encadrement technique et social</u></p> <ul style="list-style-type: none"> a) Modernisation de l'équipement militaire b) Sélection rigoureuse des candidats à des formations spécialisées c) Réhabilitation des militaires injustement écartés de l'Armée pour des raisons politiques d) Réhabilitation des équipements sanitaires et scolaires 	

Thèmes principaux	Fréquences	Sous-thèmes	Fréquences
18. <u>SECURITE DE LA POPULATION</u>	41	e) Augmentation des capacités de logement f) Amélioration des conditions de vie (cantine, ration, transport...) - INSECURITE DUE A : - la présence permanente des militaires armées au sein de la population civile - tracasseries policières et barrières routières - retrait du commando qui opère au Nord-Kivu - responsabilisation de l'Armée pour abus et crimes commis par des militaires présentés comme déserteurs - condamnation des massacres et de la politique de terre brûlée pratiqués par les forces combattantes lors des ratissages.	
19. <u>IMPLICATION DE L'ARMEE DANS LES INCIDENTS POLITIQUES</u>	47	- NECESSITE D'ENQUETER SUR : - les commanditaires - les responsabilités des militaires. - la mise en retraite anticipée des militaires coupables.	
20. <u>SECURITE EN MILIEU ESTUDIANTE</u>	18	1. Interdiction d'utiliser l'Armée contre les revendications scolaires et estudiantines 2. Enquêtes sur les dossiers des massacres en milieux estudiantins	

IV. DEFENSE ET SECURITE

Thèmes principaux	Fréquences	Sous-thèmes	Fréquences
21. <u>SECURITE AUX FRON- TIERES</u>	16	3. Condamnation du harcèlement sexuel pratiqué par les éléments de la Garde Civile sur les élèves et étudiantes des établissements situés à proximité de leurs postes. 1. Renforcement de la protection aux frontières (populations, économie,...) 2. Insécurité causée par la présence des forces rebelles et étrangères à nos frontières.	
B. <u>SERVICE DE SECURITE</u>	43		
22. Redéfinition de la mission des services de sécurité		1. Interdiction de l'immixtion en matière judiciaire et autres domaines 2. Pendant la transition, rattachement des services de sécurité au Ministère de l'Intérieur ou du Chef du Gouvernement.	
C. <u>PROTECTION CIVILE</u>			
23. Création et organisation des Services	5	1. Création et réhabilitation des services de protection civile (absence de service de protection civile) 2. Elaboration d'une loi-cadre organisant la protection civile 3. Organisation d'un service spécialisé de sinistre 4. Organisation d'un service d'études des phénomènes volcaniques et sismiques	

IV. DÉPENSE D'ACTUALITÉ

- 21 -

Thèmes principaux	Fréquences	Sous-thèmes	Fréquences
		<p>5. Equipement des forces armées et des services de l'ordre de moyens conséquents pour les rendre efficaces en cas de sinistres et des calamités naturelles.</p>	

V. QUESTIONS DES BIENS MAL ACQUIS ET ASSASSINATS.

Thèmes principaux	Fréquences	Sous-thèmes	Fréquences
<u>A. BIENS MAL ACQUIS</u>			
24. Par détournement des biens	64	<ol style="list-style-type: none"> 1. Nature : <ul style="list-style-type: none"> - des avoirs en devises à l'étranger. - avoirs en zaïres - autres biens mobiliers - biens immeubles de l'Etat - détournement des biens non identifiés. 2. Inventaire : <ul style="list-style-type: none"> - désignation des experts. 3. Responsabilité à déterminer : <ul style="list-style-type: none"> - Chef de l'Etat - Fonctionnaires et agents des Services Publics - Autres Barons du régime. 4. Mode de restitution : <ul style="list-style-type: none"> - volontaire - forcée 5. Détournement non précisé 	
25. Par spoliation des biens privés	11	<ol style="list-style-type: none"> 1. Nature : <ul style="list-style-type: none"> - biens meubles et immeubles des particuliers - biens meubles. 2. Inventaire <ul style="list-style-type: none"> - désignation des Experts 3. Responsabilité à déterminer : <ul style="list-style-type: none"> - individuelle - collective 	

V. QUESTIONS DES BIENS MAL ACQUIS ET ASSASSINATS

Thèmes principaux	Fréquences	Sous-thèmes	Fréquences
26. Par zaïrianisation	14	<p>4. Mode de restitution :</p> <ul style="list-style-type: none"> - volontaire - forcée <p>1. Déterminer la nature des biens pour lesquels les acquéreurs ne se sont pas acquittés de leurs obligations envers l'OGEDP.</p> <p>2. Inventaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - identification des acquéreurs. - désignation des Experts. <p>3. Restitution du capital avec les intérêts</p> <p>Portion du territoire national cédées ou vendues.</p>	
27. Par contentieux frontalier et territorial	2	<p>1. Nature des aides</p> <p>2. Inventaire</p> <p>3. Responsabilité et mode de restitution</p>	
28. Par titre de fonds de contre-partie et convention de développement			
B. ASSASSINATS			
29. Assassinats politiques	157	<p>1. LUMUMBA et ses compagnons</p> <p>2. Nationalistes à Bakwanga : FINA, NZUZI, LUMBALA et autres.</p> <p>3. Etudiants à Lovanium en 1969 et 1971</p> <p>4. Etudiants de l'UNILU en 1990</p> <p>5. Massacre des nationalistes à Stanleyville.</p> <p>6. MASIALA.</p> <p>7. KASA-VUBU.</p> <p>8. TSHOMBE</p> <p>9. KALUME et consorts.</p> <p>10. NZONDOMIO A DOKPE LINGO</p>	

V. QUESTIONS DES BIENS MAL ACQUIS ET ASSASSINATS

Thèmes principaux	Fréquences	Sous-thèmes	Fréquences
		11. LUBAYA André 12. Massacre de Stanleyville en 1962 13. paul FUAMBA, BOSHI 14. MPONGO 15. Massacre de 42 personnes à Kananga 16. Massacre de Mbuji-Mayi 17. Martyrs de l'Indépendance 18. Massacre des militaires loyaux au régime de Léo à Stanleyville 19. Massacre du village KALEND 20. Génocide du peuple LUBA en 1960 21. Victimes de la démocratie 22. Meurtre de MPOY. 23. Massacre de chrétiens (16/02/ et 01/03/1992). 24. Massacre des nationalistes à Idiofa et Ngungu 25. Mutinerie des mercenaires en 1967. 26. Conjurés de Pentecôte. 27. Pierre MULELE 28. Génocide du Peuple LUNDA et TABWA (SHABA) 29. SENDWE et ses compagnons (1964) 30. Major PAKASA et consorts 31. Général IKUKU 32. EBALE MBONGE. 33. Pierre KANYONGA 34. Massacre des leaders d'ABAZI en 1960.	
30. Des assassinats pour autres mobiles		1. Par des hiboux 2. Par des militaires lors du pillage 1991 et 1992 3. 30 exécutés de l'Ile d'Idjwi 4. Poursuite en justice contre les auteurs des sécessions et/ou rébellions et leur condamnation.	
31. Responsabilité individuelle ou collective		1. Chef de l'Etat MOBUTU 2. Le Haut Commandement Militaire 3. Les Membres des Gouvernements Central et secessionnistes. 4. Les Membres des services de sécurité	

W.A.

V. QUESTIONS DES BIENS MAL ACQUIS ET ASSASSINATS

Thèmes principaux	Fréquences	Sous-thèmes	Fréquences
		5. Le groupe de BINZA. 6. Les Militaires de l'A.N.C. 7. Autres Barons du Régime.	

VI. QUESTIONS ECONOMIQUES, FINANCIERES ET MONETAIRES

Thèmes principaux	Fréquences	Sous-thèmes	Fréquences
<p>A. <u>ECONOMIE</u> Fin. et Mon.</p> <p>32. Crise économique</p>	349	<p>1. Manifestations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rupture des équilibres fondamentaux - Endettement excessif - Hyperinflation - Essoufflement des structures économiques actuelles - Rareté des billets de Banque ✓ - Faible revenu par tête d'habitant - Baisse du P.I.B. - Appauvrissement du pays <p>2. Causes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Absence d'une politique économique cohérente - Mauvaise gestion de l'économie - Extraversion de l'économie - Investissements des projets de prestige - Concentration des activités économiques à Kinshasa - Fuite des capitaux des nationaux - Destruction et pillage du tissu économique - Indiscipline budgétaire - Naissance et montée d'une bourgeoisie politico-bureaucratique et comprador sur base de spoliation du patrimoine. - Zaïrianisation, radicalisation, rétrocession. - Thésaurisation de la monnaie - Economie entre les mains des étrangers - Production intérieure insuffisante - Démonétisation - Spoliation des biens des opérateurs économiques <p>3. Nature :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Crise structurelle - Crise multidimensionnelle. 	

VI. QUESTIONS ECONOMIQUES, FINANCIERES ET MONETAIRES

Thèmes principaux	Fréquences	Sous-thèmes	Fréquences
33. Agriculture	140	<p>1. Constat</p> <ul style="list-style-type: none"> - Déficit alimentaire - Difficulté de fonctionnement des sociétés agro-industrielles - Importation excessive des produits alimentaires - Prix non rémunérateur des produits agricoles à l'achat - Abandon des plantations - Désintéressement de l'agriculture en faveur de l'exploitation artisanale d'or et de diamant - Mauvaise gestion des projets agricoles - Délabrement de l'agriculture - Exploitation anarchique du bois - Baisse de la production agricole - Mévente des produits agricoles - Exode rurale - Difficulté d'évacuation des produits agricoles - Manque d'intrant agricoles - Démantèlement des unités agricoles - Projets agro-industriels inachevés - Absence d'une politique en matière de l'agro-industrielle. <p>2. Recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Augmentation de la production agricole - Mécanisation de l'agriculture - Création de la caisse de compensation agricole - Politique agricole et de développement rural - Mise en métayage des plantations abandonnées - Diversification et transformation de la production agricole - Substitution des cultures vivrières aux cultures d'exportation 	

VI. QUESTIONS ECONOMIQUES, FINANCIERES ET MONETAIRES.

Thèmes principaux	Fréquences	Sous-thèmes	Fréquences
34. Industrie	49	<ul style="list-style-type: none"> - Réforme agraire - Promotion de génie génétique - Redynamisation du secteur agricole - Relance des cultures vivrières industrielles et pérennes et de l'agro-industriel - Révision de la politique d'exploitation du bois - Adoption d'un étalon de mesure pour les produits agricoles - Affichage des prix des produits agricoles - Promotion des coopératives dans les milieux ruraux - Freiner l'exode rural - Encadrement des agriculteurs - Vulgarisation des techniques agricoles. <p>1. Constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Faible industrialisation - Manque des gestionnaires qualifiés dans les P.M.E. et P.M.I. - Baisse de la production industrielle - Manque d'intégration économique - Poids important des secteurs primaires - Problèmes d'approvisionnement des produits manufacturiers en milieu rural - Manque de développement industriel - Destruction de l'appareil de production. <p>2. Recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Promotion des P.M.E. et P.M.I. & O.N.G. - Redynamisation des O.N.G. et P.M.E. & P.M.I. - Amélioration de la qualité des produits industriels (compétitivité) - Intégration économique - Autogestion dans le secteur de production 	

VI. QUESTIONS ECONOMIQUES, FINANCIERES ET MONETAIRES

Thèmes principaux	Fréquences	Sous-thèmes	Fréquences
35. Mines	63	<ul style="list-style-type: none"> - Création de nouvelles P.M.E. - Création des corps des métiers - Promotion des Bureaux d'Etude et Expertise - Installation des usines de traitement et de transformation de bois - Politique d'industrialisation de milieu rural. <p>1. Constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sous-cotation des matières premières à l'intérieur du pays - Non-déclaration des sous-produits miniers - Fraude organisée des minéraux - Exploitation anarchique des minerais - Substitution de l'exploitation industrielle par l'exploitation artisanale de diamant - Baisse de la production minière. <p>2. Recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Relance des activités minières - Suppression de l'exploitation artisanale des matières précieuses - Intensification des recherches et des prospections minières - Fermeture des comptoirs d'achat des matières précieuses - Interdiction d'accès des étrangers dans les zones minières - Exploitation judicieuse des ressources minières - Politique de transformation des minerais dans le pays - Freiner la ruée vers l'or et le diamant - Révision des contrats relatifs à l'exploitation et à l'achat des matières premières - Révision de la loi minière 	

VI. QUESTIONS ECONOMIQUES, FINANCIERES ET MONETAIRES

Thèmes principaux	Fréquences	Sous-thèmes	Fréquences
36. Energie	28	<p>1. Constat</p> <ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance de couverture du pays en énergie électrique - Distribution insuffisante d'eau à travers le pays - Manque d'organisation dans la distribution du réseau électrique <p>2. Recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Adduction d'eau à travers le pays - Construction des barrages hydroélectriques - Electrification des villes et des zones rurales - Généraliser l'hydraulique rurale - Cession de la centrale de Tshala par la MIBA à la SNEL - Cession de la centrale de Kampene par la SOMINKI à la SNEL - Construction des micro-centrales en milieux ruraux - Politique rationnelle de distribution d'électricité et d'eau - Vulgarisation et utilisation de l'énergie solaire - Ligne haute tension Ruzizi II - Kindu. 	
37. Hydrocarbures	40	<p>1. Constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Approvisionnement irrégulier en carburant. <p>2. Recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Politique d'approvisionnement en carburant - Ouverture et réouverture des stations de distribution du carburant à l'intérieur du pays 	

VI. QUESTIONS ECONOMIQUES, FINANCIERES ET MONETAIRES

Thèmes principaux	Fréquences	Sous-thèmes	Fréquences
38. Infrastructures de transport	161	<ul style="list-style-type: none"> - Caisse de péréquation pour uniformiser les prix du carburant - Révision des conventions pétrolières - Révision du système d'exploitation du pétrole de Moanda. - Traitement du pétrole brut zaïrois par la SOZIR. <p>1. Constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Suppression du cantonnage manuel - Destruction des infrastructures de communication - Insuffisance de matériels de transport (ferroviaire et routier) - Absence d'une politique en matière de transport - Vétusté des équipements ferroviaires - Mauvaise gestion du chemin de fer - Délabrement des moyens de télécommunication. <p>2. Recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réhabilitation et construction des routes et voies de communication - Achèvement de la nationale 1 et 2 - Confier la réfection des routes aux entrepreneurs installés à l'intérieur du pays - Désenclavement des zones rurales - Retour au cantonnage manuel - Construction de chemin de fer - Réhabilitation du système de télécommunication - Réhabilitation des ports et bateaux - Régionalisation de l'Office des Routes - Désenclavement des pôles économiques. - Achèvement de la tranche de chemin de fer Kinshasa-Ilebo. 	

VI. QUESTIONS ECONOMIQUES, FINANCIERES ET MONETAIRES

Thèmes principaux	Fréquences	Sous-thèmes	Fréquences
39. Commerce Extérieur et Intérieur	28	<p>1. Constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Importations de luxe au détriment des équipements et intrants agricoles - Contrebande suite aux importations excédentaires des produits alimentaires - Prix des matières premières fixés et contrôlés par l'Occident - Mauvaise politique d'import et export - Sélection des importateurs - Chute des exportations - Réduction de la capacité d'importation. <p>2. Recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Définition d'une politique d'importation - Diversification des importations - Favoriser les échanges commerciaux entre les Etats africains - Assainissement de l'exercice de commerce - Application de la loi sur le commerce extérieur et intérieur - Application de la loi sur le petit commerce - Développement des échanges interrégionaux - Encourager les importations des équipements. 	
40. Coopération économique	29	<p>1. Constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Déséquilibre de la balance de paiement - Contribution importante du Zaïre dans les organismes régionaux africains sans contrepartie - Détournement et mauvaise répartition des dons et aides extérieurs 	

VI. QUESTIONS ECONOMIQUES, FINANCIERES ET MONETAIRES

Thèmes principaux	Fréquences	Sous-thèmes	Fréquences
41. Système économique	90	<ul style="list-style-type: none"> - Les contrats léonins - Gaspillage des ressources en devises - Non respect des accords financiers signés avec les partenaires étrangers. <p>2. Recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Révision de la politique actuelle de coopération internationale - Politique de coopération Sud-Sud - Révision des contrats léonins. <p>1. Constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Démobilisation des initiatives privées. <p>2. Recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Economie du marché et intervention de l'Etat dans les secteurs stratégiques - Privilégier l'initiative privée - Economie sociale du marché - Législation sur la propriété privée et la concurrence. 	
42. Politique économique et statistique	109	<p>1. Constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Manque de politique de gestion efficace - Incohérence de la politique économique - Parasitisme du système économique international - Mauvaise répartition du revenu national - Echec sur tous les plans - Absence d'une planification économique - Absence d'une politique économique 	

.../...

VI. QUESTIONS ECONOMIQUES, FINANCIERES ET MONETAIRES

Thèmes principaux	Fréquences	Sous-thèmes	Fréquences
		<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance d'informations statistiques et économiques - Manque de coordination des informations statistiques - Manque de culture statistique - Inefficacité de différents plans de développement - Baisse du revenu de la population. <p>2. Recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en valeur des ressources locales - Partage équitable du revenu national - Politique de croissance économique - Politique de développement endogène - Tenue des conférences économiques régionales - Redynamiser les activités économiques - Elaboration du plan national de développement - Suppression de monopole économique - Combattre l'économie souterraine - Combattre les puissants lobbys économiques - Plan de développement en moyen terme de la statistique - Création du Conseil Supérieur de la statistique - Législation sur la statistique - Rétrocession de la taxe statistique à l'I.N.S. - Numéro statistique annuel des entreprises - Création du Conseil économique et social. - Confier les projets de développement aux Eglises et O.N.G. 	
43. Endettement	37	<p>1. Constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Augmentation sans cesse de la dette extérieure - Surfacturation des projets et commissions alourdissant la dette extérieure. 	

VI. QUESTIONS ECONOMIQUES, FINANCIERES ET MONETAIRES

Thèmes principaux	Fréquences	Sous-thèmes	Fréquences
44. Portefeuille de l'Etat	168	<p>2. Recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Faire la lumière sur la gestion de la dette extérieure singulièrement de la dette extérieure privée garantie - Annulation partielle ou totale de la dette extérieure - Remboursement des dettes par les bénéficiaires réels. <p>1. Constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mauvaise gestion du portefeuille - Distribution et vente des maisons, véhicules et actions de l'Etat - Bradage du patrimoine de l'Etat - Création massive des Offices et entreprises publiques - Ponction par le gouvernement sur la trésorerie des entreprises publiques - Consommation à la source des dividendes versées à l'Etat - Difficulté de financement - Incapacité d'autofinancement - Vétusté des équipements - Sous-utilisation de la capacité installée - Difficulté de trésorerie - Insolvabilité des clients et en particulier l'Etat - Incurie et trafic d'influence des dignitaires X Bilan déficitaire chronique X - Problème d'approvisionnement - Inefficacité et subjectivité de contrôle - Marginalisation du rôle de l'Etat dans les entreprises d'économie-mixte. X Bilan chroniquement déficitaire. 	

- 38 -

VI. QUESTIONS ECONOMIQUES, FINANCIERES ET MONETAIRES.

Thèmes principaux	Fréquences	Sous-thèmes	Fréquences
		<ul style="list-style-type: none"> - Inaccessibilité des entreprises publiques au marché extérieur. <p>2. Recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Audit du portefeuille - Transparence dans la gestion et avoirs du portefeuille à l'étranger - Renforcement du rôle de la Cour des Comptes - Reconstitution du portefeuille de l'Etat - Privatisation des entreprises publiques - Privation non intempestive du portefeuille - Libéralisation des entreprises et sociétés d'assurance - Reconstruction de l'ancienne résidence du président de la République - Récupération des biens, domaines et maisons de l'Etat spoliés - Annulation des privatisations opérées après le 24 Avril 90 - Conversion de certaines entreprises publiques en entreprises d'économie mixte - Liquidation des entreprises publiques non rentables et injustifiées - Favoriser l'installation des sièges sociaux des entreprises publiques dans le lieu d'exploitation - Eclatement de grandes entreprises publiques à des structures régionales - Rigueur dans la gestion des entreprises publiques - Répartition du capital des entreprises publiques et des entreprises d'économie mixte entre l'Etat fédéral et les provinces - Réhabilitation du portefeuille de l'Etat 	

VI. QUESTIONS ECONOMIQUES, FINANCIERES ET MONETAIRES

Thèmes principaux	Fréquences	Sous-thèmes	Fréquences
45. Investissements	68	<p>- Inventaire du patrimoine du M.P.R. Parti-Etat avant et après le 24 avril 1990.</p> <p>1. Constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mauvaise conception des projets d'investissement - Non achèvement des projets d'investissement - Insuffisance des investissements - Epargne nulle - Absence des investissements - Spoliation de l'épargne - Détournement des crédits et biens des projets - Méfiance des investisseurs étrangers - Manque des investissements productifs - Désinvestissement dans l'arrière-pays - Investissement des projets sans études préalables. <p>2. Recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Définir une politique d'investissement - Garantir les investissements pour les nationaux et les étrangers - Enquête sur les décaissements des fonds destinés au financement des projets des investissements - Incitation à l'épargne - Révision du code des investissements - Actualisation des projets en gestation ou abandonnés - Politique cohérente de l'épargne - Planification des investissements - Priorité des investissements des nationaux dans le secteur stratégique - Promotion du partenariat avec les opérateurs économiques étrangers 	

VI. QUESTIONS ECONOMIQUES, FINANCIERES ET MONETAIRES

Thèmes principaux	Fréquences	Sous-thèmes	Fréquences
46. Finances publiques	167	<ul style="list-style-type: none"> - Mesure d'incitation des investissements à l'intérieur. 1. Constat : <ul style="list-style-type: none"> - Gabegie financière - Indiscipline dans les finances publiques - Mauvaise gestion des finances publiques - Déséquilibre des finances publiques - Dépenses ostentatoires et non contrôlées - Détournement des fonds destinés aux travaux publics - Manque à gagner causé par les exonérations - Multiplicité des centres d'ordonnancement - Séparation des Ministères des finances et du budget - La primauté du rôle de caissier de l'Etat exercé par la Banque du Zaïre - Violation du règlement général de la comptabilité publique - Mauvaise attribution des marchés publics - Détournement des recettes de l'Etat - Créanciers insolvables de l'Etat - Affectation irrationnelle des ressources - Montage des faux dossiers - Détournement des deniers publics par les parlementaires - Mauvaise gestion des finances de l'Assemblée Nationale - Pillage des ressources nationales - Surfacturation des prestations par les privés - Actualisation fantaisiste et illégale des créances sur l'Etat - Détournement des fonds spéciaux 	

VI. QUESTIONS ECONOMIQUES, FINANCIERES ET MONETAIRES

Thèmes principaux	Fréquences	Sous-thèmes	Fréquences
47. Budget	127	<ul style="list-style-type: none"> - Multiplicité des comptes bancaires des entreprises publiques et des Ambassades. 2. Recommandations : <ul style="list-style-type: none"> - Assainissement des finances publiques - Renforcement du rôle de l'Inspection des finances publiques - Réglementation des décaissements et dépenses - Application rigoureuse du règlement général de la comptabilité publique - Recouvrement forcé des droits éludés - Décentralisation de la gestion des recettes de la ville de Kinshasa - Respect de la réglementation sur la passation du marché public. 1. Constat : <ul style="list-style-type: none"> - Budget déséquilibré - Modicité du budget alloué à certains secteurs - Mépris de la loi budgétaire par le recours systématique à des dons présidentiels - Non-respect de la procédure de l'exécution du budget - Mauvaise répartition du budget - Déficit budgétaire chronique - Budget insuffisant - Mauvaise élaboration du budget - Baisse des recettes de l'Etat - Manque de contrôle du budget de l'Etat - Violation des lois financières et budgétaires - Paiement des dépenses extrabudgétaires au détriment des dépenses budgétisées. 	

VI. QUESTIONS ECONOMIQUES, FINANCIERES ET MONETAIRES

Thèmes principaux	Fréquences	Sous-thèmes	Fréquences
48. Fiscalité	102	<p>2. Recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Budgétisation de la dotation présidentielle calculée par tête d'habitant (liste civile) - Révision de la politique budgétaire dans son aspect de répartition - Mise en place d'un budget réaliste - Rétrocession des recettes aux Etats fédérés - Fonds de péréquation - Gestion rationnelle du budget de l'Etat - Fusion des Ministères des finances et du budget - Recensement des actes générateurs - Financement des Eglises, Oeuvres sociales et O.N.G. <p>1. Constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Evasion et fraude fiscale - Problème de la taxe de l'environnement - Fiscalité étouffante - Manque de maîtrise des recettes culturelles - Exonérations accordées aux libanais - Absences de coordination des dépenses - Mauvaise gestion des imprimés de valeur - Foisonnement des fiduciaires - Bilans truqués et fictifs - Détournement des impôts - Politique fiscale incohérente - Injonctions des pouvoirs publics et des dignitaires en faveur des contribuables malhonnêtes - Mauvaise organisation des services percepteurs. <p>2. Recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réforme de la fiscalité 	

VI. QUESTIONS ECONOMIQUES, FINANCIERES ET MONETAIRES.

Thèmes principaux	Fréquences	Sous-thèmes	Fréquences
49. Douanes	31	<ul style="list-style-type: none"> - Fiscalité de développement - Lutte contre l'évasion fiscale - Rationalisation de la fiscalité et parafiscalité en vue de recouvrement optimal - Allègement du poids des contributions directes et indirectes - Suppression des taxes de presse - Paiements d'impôts par tous - Révision du barème de C.C.R. professionnel - Audit fiscal - Contrôle fiscal adéquat suivi des sanctions - Agrément des fiduciaires par le ministère des finances - Recouvrement des impôts sur le bail en devises. <p>1. Constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fraude douanière - Exonération des droits d'entrée sans impact réel sur le marché - Fausse preuve de paiement des droits d'entrée - Fausse preuve d'exonération douanière - Exonérations fantaisistes - Laxisme dans l'octroi des exonérations et dans l'application du code des investissements. <p>2. Recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Exonération des intrants pour les imprimeries de presse - Exonération des produits et intrants pharmaceutiques - Exonération de la taxe de 5 % sur les importations des Eglises et A.S.B.L. 	

VI. QUESTIONS ECONOMIQUES FINANCIERES ET MONETAIRES

Thèmes principaux	Fréquences	Sous-thèmes	Préférence
<p><u>C. MONNAIE</u></p> <p>50. Banque Centrale</p>	89	<p>1. Constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Absence d'une politique de change - Pillage des réserves d'or et de diamant de la banque centrale - Blocage des avoirs des banques commerciales par la Banque du Zaïre - Baisse des recettes en devises - Non rapatriement des devises d'exportation - Manque de devises - Volume important des transactions par la B.C.Z. - Insuffisance des institutions financières et bancaires - Violation de la réglementation de change - Dotations inutiles de certains services en devises - Injonction du pouvoir dans la gestion de la Banque du Zaïre - Recours abusif à la planche à billets - Mauvaise gestion de la Banque du Zaïre - Destruction du système bancaire - Inaccessibilité aux crédits. <p>2. Recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rapatriement des devises d'exportations - Audit de gestion de la Banque du Zaïre depuis 1965 - Rôle de la Banque du Zaïre dans l'entretien du marché parallèle - Réglementation relative à la possession des comptes à l'étranger - Conseil de la Banque du Zaïre pendant la transition 	

.../...

VI. QUESTIONS ECONOMIQUES, FINANCIERES ET ECONOMIQUES

Thèmes principaux	Fréquences	Sous-thèmes	Fréquences
51. Crédit	37	<ul style="list-style-type: none"> - Réglementation de la gestion de la Banque - Suppression des frais de tenue des comptes - Restauration de la fonction de la Banque nationale - Autonomie de la Banque du Zaïre - Etendre le réseau bancaire et financier - Création des Banques populaires - Réorganisation de la Banque du Zaïre - Mise en place et surveillance de la politique monétaire - Indépendance de la Banque du Zaïre vis-à-vis du gouvernement - Nécessité d'un système de contrôle de la Banque du Zaïre - Création du marché financier national. <p>1. Constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Système de crédit bancaire dérisoire et mal réparti. - Taux d'intérêt élevé - Crédits bancaires tournés vers l'import et l'export. <p>2. Recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Restructuration du système bancaire - Gestion collégiale des crédits destinés aux milieux ruraux par les bénéficiaires - Succursale de la Banque de crédit agricole dans les zones rurales - Politique des crédits à la production agricole et industrielle - Accroissement du crédit à l'économie - Privilégier les entrepreneurs nationaux dans l'octroi des crédits 	

I. QUESTIONS ECONOMIQUES, FINANCIERES ET MONETAIRES

Thèmes principaux	Fréquences	Sous-thèmes	Fréquences
52. Monnaie	167	<ul style="list-style-type: none"> - Révision de la politique bancaire - Octroi des crédits aux paysans - Politique des crédits aux P.M.E. et P.M.I. <p>1. Constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Bradage de la monnaie - Monnaie sans valeur - Effondrement de la monnaie. <p>2. Recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réforme monétaire - Retour à la zone franc sous couvert du F.B. - Changement de la monnaie - Démonétisation par le gouvernement de transition - Suppression de l'effigie du Chef de l'Etat sur la monnaie de son vivant - Politique de contrôle de la masse fiduciaire - Création d'un Conseil monétaire indépendant - Répartition équitable de la masse monétaire - Création d'une monnaie régionale - Adhésion à une zone monétaire - Relance d'une monnaie autonome - Stabilisation de la monnaie - Politique monétaire cohérente. 	
53. Prix	124	<p>1. Constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mauvaise politique de prix - Problème du prix de carburant - Hausse des prix. <p>2. Recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Système de contrôle à posteriori des prix - Juguler l'inflation persistante - Politique cohérente des prix. 	